

Le Comité de soutien « Touche pas aux Bluets »
Les syndicats CGT et SUD Santé
Hôpital Pierre Rouquès les Bluets
4 rue, Lasson 75012 PARIS
Les syndicats CGT des CRP
J.P Timbaud. S. Masson et L.Gatignon

Paris le 10 janvier 2012.

A Monsieur Xavier BERTRAND
Ministre du travail, de l'emploi et de la Santé
127 rue de Grenelle 75007 Paris 07 SP

Monsieur le Ministre,

Vous connaissez, sans aucun doute, l'hôpital Pierre ROUQUES, avec sa maternité des « Bluets », pionnière de la préparation à l'accouchement, grâce au Dr Lamaze, mondialement connu. Grâce à la qualité de son travail dans l'approche de la naissance, de la procréation médicalement assistée, PMA, et de l'interruption volontaire de grossesse, l'IVG, la réputation des Bluets se perpétue depuis 61 ans.

Vous connaissez également, sans aucun doute, les difficultés financières que rencontre notre établissement, au même titre que de nombreux autres établissements de santé, et, parmi lesquels, plus particulièrement, les maternités.

Le mode de financement, au travers de la T2A, est plutôt de nature à accroître les difficultés que nous rencontrons, et notamment par le fait que nous sommes un établissement traité en mono activité et que l'obstétrique, l'IVG, entre autres, ne sont pas suffisamment rémunérés.

L'attribution de MIGAC non reconductibles, fluctuantes et donc très aléatoires vient encore perturber l'établissement d'un EPRD fiable en début d'année et bien souvent, contribuer à aggraver notre déficit en fin d'année.

La qualité d'accueil, de soins, d'accompagnement, et les spécificités de notre établissement, en fait l'un des tout premiers, sur la place de Paris, quant au choix des futurs parents.

La non reconnaissance financière de ces qualités et spécificités est intolérable et inacceptable.

Nombre de nos interventions et actes qui fondent notre éthique, et qui sont désormais recommandés par la haute autorité de santé, (nous sommes, soit dit au passage, la seule maternité d'Ile de France à avoir le label de l'OMS « ami des bébés » pour notre accompagnement à l'allaitement), ne sont toujours pas reconnus et financés comme tels.

A ce sujet, des engagements verbaux, lors de rencontres à l'ARH puis à l'ARS ou encore sur site, avaient été pris pour accompagner financièrement notre établissement, jusqu'en 2012, notamment au vu du développement de nos activités et de notre travail au titre de la prévention.

Vous voudrez bien prendre acte, que la **progression de notre activité en obstétrique a été de 50%** entre 2007, date de notre déménagement du 11^{ème} vers le 12^{ème} arrondissement de Paris, et 2011.

Pour deux autres activités, menées au sein de l'Hôpital, les **IVG** et les actes de **PMA (+70%)**, les **progressions** ont été également très importantes.

Et, tout cela, nous tenons à le souligner et à vous le faire remarquer, **à effectifs constants !**

Nous avons également, dans cette même période, ouvert, à l'intérieur même de notre établissement, **un centre de santé**, pour toujours mieux répondre aux attentes des populations environnantes, en matière de consultations gynécologiques et obstétricales.

Toutes ces progressions avaient été **qualifiées de spectaculaires**, par les représentants de l'ARS, il y a quelque mois.

L'association gestionnaire, Ambroise CROIZAT, et notre direction viennent d'être reçues par Monsieur Claude EVIN Directeur Général de l'ARS, le 21 décembre dernier, et, nous sommes profondément déçus du résultat et surtout révoltés par la façon dont notre établissement et son personnel sont traités.

Alors même que notre situation financière est des plus précaires, avec **6M€ de déficits** cumulés à fin 2011, que des engagements d'accompagnements financiers ne sont pas tenus, l'ARS n'a été que menaçante, notamment, en annonçant que nous aurions **moins 600 000€** au titre des MIGAC en 2012.

C'est se moquer du monde et c'est inacceptable ! Et, les salariés de l'hôpital avec leurs deux organisations syndicales, les salariés des CRP de l'association A. CROIZAT ne l'acceptent pas !

- ✓ Ils refusent de voir leur établissement devenir une usine à bébés.
- ✓ Ils refusent que la politique de santé publique fasse les frais d'une réduction drastique des dépenses publiques.
- ✓ Ils demandent, par conséquent, **la reprise des déficits**, liés à la mise en œuvre de la dangereuse loi, Hôpital patients santé territoire.

Nous constituons, avec la maternité Trousseau, sur le 12^{ème} arrondissement de Paris, **un pôle de périnatalité de grande qualité et de toute première importance** pour les populations de l'est parisien conforme à notre conception de santé publique.

Or, le traitement qui nous est fait par l'ARS, aujourd'hui, fait peser de **lourdes et graves conséquences** sur la **qualité et la sécurité des soins** dans les trois secteurs d'activités développés dans l'hôpital.

C'est la raison pour laquelle nous nous adressons à vous afin d'obtenir **un rendez-vous et que vous nous receviez en délégation.**

Nous serons, tous les salariés de l'Hôpital, tous les salariés et stagiaires des CRP de l'association Ambroise CROIZAT, en arrêt de travail le **24 janvier prochain** après-midi.

Nous nous rendrons, ce jour-là, au siège du Ministère dont vous avez la charge, NOUS VOUS demandons de bien vouloir nous recevoir.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos respectueuses salutations.

Pour le Syndicat CGT
Gérard HAMON

Pour le syndicat SUD
Virginie GOSSEZ

Pour la CGT des CRP
Fédérico MONTOYA

Pour le comité « Touche pas aux Bluets »